



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
DES COLLECTIVITES ET DES TERRITOIRES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRE SUIVIE PAR : M CAMBON
POSTE : 2869

ARRETE N° 08 - 1157

**portant autorisation d'exploiter une installation classée
pour la protection de l'environnement par la Sté BRCM à ST PAUL LES ROMANS**

**Le Préfet
du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, LIVRE V titre 1^{er}, et LIVRE II titre 1,

VU le Code du patrimoine, LIVRE V titre 3,

VU le Code Minier,

VU la nomenclature des Installations Classées, et notamment les rubriques 2510-1, 2515-1, 1432-2, 1434-1,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} Février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 autorisant la SARL Paul OTHOMENE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » dans les parcelles cadastrées sous les numéros 127 (ex 33pp) et 129pp, d'une superficie globale de 33 601 m² et pour une durée de 12 ans,

VU l'arrêté préfectoral n° 679 du 18 février 1997 autorisant la société DROME GRANULATS à se substituer à la SARL Paul OTHOMENE pour l'exploitation de la carrière susvisée,

VU l'arrêté préfectoral n° 2058 du 26 mai 1999 fixant le montant des garanties financières pour ladite carrière,

VU l'arrêté préfectoral n° 01-3040 du 13 juillet 2001 autorisant la société DROME GRANULATS à exploiter une carrière de sables et graviers et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon », pour une superficie de 88 200 m² et une durée de 15 ans, et modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1903 du 18 juin 1993 susvisé,

VU la demande en date du 28 mars 2007 par laquelle la société BRCM sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers et installations annexes sur le territoire de la commune de ST PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon », sur une superficie d'environ 3.36ha et pour une durée de 10 ans, comprenant le renouvellement de l'autorisation préfectorale n° 1903 du 13 juin 1993 susvisée, le changement d'exploitant des autorisations précitées au profit de la société BRCM, la modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 01-3040 du 13 juillet 2001 susvisé,

VU l'arrêté préfectoral n° 07-3298 du 27 juin 2007 portant mise à l'enquête publique du 10 septembre 2007 au 15 octobre 2007 la demande susvisée,

VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact,

VU les avis et observations exprimés au cours de l'enquête réglementaire,

VU l'avis du commissaire enquêteur,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 11 février 2008,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 5 mars 2008,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS,

VU la convention passée entre la commune de SAINT PAUL LES ROMANS et la société DROME GRANULATS le 12 septembre 2000,

VU le Schéma Départemental des Carrières du département de la Drôme approuvé par arrêté préfectoral n° 3991 du 17 juillet 1998,

CONSIDERANT les diverses mesures prises (merlons anti-bruit, itinéraire unique pour sécuriser le trafic routier, aire étanche pour les eaux souterraines...)

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions du présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments,

Le demandeur consulté,

SUR la proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES À L'AUTORISATION

Article 1 : Autorisation

La Société BRCM dont le siège social est : rue de la Chartreuse 38500 VOIRON, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter une carrière de sables et graviers ainsi que les installations annexes désignées ci-après, sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » de 12ha 18a 01ca dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté en annexes n° 2 et 3.

Désignations des installations	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrière de sables et graviers	Superficie totale : 12ha 18a 01ca	2510-1	Autorisation
Concassage, criblage et lavage de produits minéraux naturels	Puissance installée : 585 kW	2515-1	Autorisation
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Quantité maximale stockée : 5 m ³ de fioul domestique Soit une quantité équivalente de 1 m ³	1432-2	Non classé
Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables	Débit maximum : 4 m ³ /h Soit un débit équivalent de 0,8 m ³ /h	1434-1	Non classé

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet ; en particulier les arrêtés préfectoraux n° 1903 du 18 juin 1993, 679 du 18 février 1997, 2058 du 26 mai 1999 et 01-3040 du 13 juillet 2001 sont abrogés.

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

Les parcelles concernées par la carrière sur la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » (Section ZI), sont les suivantes :

Numéro de parcelle	Superficie concernée
127 /	20 000 m ²
129pp /	85 241 m ²
130pp /	16 560 m ²
TOTAL	121 801 m² /

L'extraction des matériaux n'est pas autorisée dans le secteur Nord Est du site suivant le plan joint en annexe n° 4.

L'installation de concassage – criblage des matériaux et les installations annexes seront implantées sur les parcelles suivantes de la commune de SAINT PAUL LES ROMANS au lieu-dit « Le Sablon » :

Section	Numéro de parcelle
ZI /	36
ZI	139pp

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 9 ans à compter de la notification du présent arrêté remise en état incluse.

Cette limitation de durée ne s'applique pas à l'installation de traitement de matériaux et aux installations annexes implantées sur les parcelles Section ZI n° 36 et 139pp.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers alluvionnaires devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état agricole, suivant le plan de phasage joint en annexe n° 4 du présent arrêté.

La hauteur de la découverte est de 1 m.

La hauteur de banc exploitable est de 12 m.

La cote (NGF) limite en profondeur est de 165 m NGF.

Les réserves estimées exploitables sont de 1 100 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 155 000 tonnes.

La quantité maximale annuelle de matériaux traités par l'installation de concassage – criblage autorisée est de 155 000 tonnes.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 3.1 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

Article 3.2 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- . les articles 87, 90, et 107 du code Minier
- . le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier.
- . le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

Article 4 : Directeur technique - Consignes- Prévention- Formation

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel. Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DRIRE.

Article 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Article 6 : Dispositions préliminaires

6.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.2 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation
- 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 - Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

6.4 - Accès des carrières

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

6.5 - Déclaration de début d'exploitation

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R 512-44 du code de l'environnement.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n° 1 jointe au présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 et 16.

TITRE III - EXPLOITATION

Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Défrichage, décapage des terrains

Le déboisement, le défrichage éventuels, sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Les haies et bosquets présents en bordure d'exploitation seront conservés, voire renforcés.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

7.2 - Patrimoine archéologique

Toute découverte fortuite de vestiges archéologiques sera signalée immédiatement au Service régional de l'archéologie, conformément à l'article L 531-14 du code du patrimoine, ainsi qu'à la mairie, avec copie à l'inspection des installations classées.

7.3 - Epaisseur d'extraction

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 165 m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 12 m et à 3 mètres au dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique.

7.4 - Extraction en nappe phréatique

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit.

7.5 - Abattage à l'explosif

Les tirs de mines sont interdits sur le site.

7.6 - Conduite de l'exploitation

L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- décapage de la terre végétale et stockage, notamment en merlons,
- extraction des matériaux par paliers successifs,
- remise en état du site.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté en annexes n° 4 et 5.

7.7 - Distances limites et zones de protection

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Par dérogation, dans les secteurs contigus à d'autres

carrières dont la cote est inférieure à celle du terrain naturel, la bande de 10 mètres pourra être exploitée en tout ou partie afin d'assurer un meilleur aspect paysager final.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

Article 7.8 : Registres et plans :

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

Article 8 :

L'objectif final de la remise en état prévoit un réaménagement agricole et paysager avec une mare d'eau temporaire.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe n° 1 relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite conformément aux principes suivants :

Pour le secteur Nord :

- nivellement du fond de fouille,
- mise en place des terres de découverte et de la terre végétale pour atteindre la cote minimum de 166 m NGF,
- remise en culture du terrain,
- talutage des fronts à une pente maximum de 45°. Les talus seront recouverts de terre végétale et enherbés.

Pour le secteur Sud :

- remblaiement du fond de fouille avec des matériaux inertes jusqu'à la cote 176 m NGF,
- mise en place des terres de découverte et de la terre végétale pour atteindre le niveau du terrain naturel, soit 177 m NGF,

- remise en culture du terrain.

La bande de protection de 10 m en limite Sud et Est du site sera plantée d'arbres et arbustes d'essences locales. Le schéma de remise en état figure en annexe n° 6 au présent arrêté.

Article 8.1 - Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité, conformément aux articles R 512-74 et R 512-76 du code de l'environnement.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

et est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies,
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Article 8.2 – Remblayage :

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés sur une plateforme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS :

Article 9 - Dispositions générales :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 10 - Pollution des eaux :

10.1 - Prévention des pollutions accidentelles

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sera réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

10.2 - Prélèvement d'eau

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, etc...).

Les prélèvements dans le milieu naturel sont autorisés pour les nécessités de l'exploitation (lavage des matériaux, arrosage) pour un débit maximal de 10 m³/heure et une durée de prélèvement limitée à 8 heures par jour.

La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 8 100 m³.

Les limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les prélèvements seront réalisés dans un puits implanté sur le site muni d'un dispositif totalisateur agréé ; le relevé sera effectué hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau.

10.3 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

10.3.1 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

A cette fin une installation automatique de recyclage des effluents de lavage, munie d'un dispositif de floculation – décantation, doit être mise en place.

Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.

10.3.2 - Eaux rejetées (eau pluviales, eaux de nettoyage)

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

10.3.3 - Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

10-4 - Contrôles

10.4.1 - Qualité des eaux

Une analyse de la qualité des eaux souterraines sera effectuée chaque année à l'amont et à l'aval du site, par un organisme indépendant et agréé.

Elle portera notamment sur les paramètres suivants :

- pH
- DB05
- DCO
- MES
- Hydrocarbures totaux.

10.4.2 - Niveau piézométrique

Un contrôle des niveaux piézométriques sera effectué tous les trimestres dans les quatre piézomètres installés sur le site (S1 à S4 localisés sur le plan joint en annexe n°7).

Article 11 - Pollution de l'air :

I - L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières notamment :

- Toute action susceptible d'émettre des poussières devra :
 - être réalisée dans des conditions atmosphériques favorables (vent faible, taux d'humidité important),
 - être accompagnée de mesure réduisant efficacement l'émission de poussières (arrosage suffisant de la zone concernée par exemple).
- Les dispositifs suivants seront mis en place :
 - capotage des convoyeurs pour les matériaux pulvérulents concassés,
 - aspersion d'eau sur les cribles et les points de jetés des matériaux de la chaîne des concassés,
 - dispositif d'arrosage des pistes.

II – Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température – 273 Kelvin et de pression 101,3 kilo pascals après déduction de la vapeur d'eau gaz sec).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussière des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm^3 . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Les teneurs en poussières seront contrôlées annuellement selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Article 12 - Incendie et explosion :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 13 - Déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Article 14 - Bruits et vibrations :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

14.1 - Bruits

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.
 Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementaire, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 30 à 12 h et 13 h 30 à 17 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 17 h à 7 h 30 et 12 h à 13 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés dans ces périodes
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

Les travaux pourront à titre exceptionnel être effectués entre 7 h et 19 h 00, sauf dimanches et jours fériés, dans la limite de 30 jours par an.

En outre, les travaux effectués dans un rayon de 170 m autour de l'habitation située au Nord-Est du site (défini sur le plan en annexe n° 4) seront limités à la période horaire suivante :

8 h – 12 h / 13 h30 – 17 h.

Avant de débiter les travaux dans cette zone de 170 mètres, le merlon de protection au Nord-Est sera renforcé (hauteur environ 6 m).

En outre, des merlons antibruit seront disposés :

- tout autour de la zone d'exploitation Sud (parcelles 127 et 129pp) avec plantations sur le merlon le long de la voirie Est (du Grand Bois à VC2).
- pour préserver les habitations riveraines des nuisances sonores, deux merlons antibruit seront dressés en limite de propriété, l'un face à l'habitation de M. POUZIN, l'autre face au quartier Gebelinière. Ils auront pour dimensions : 3 m de haut sur 50 m de long environ pour le premier et 14,5 m de haut sur 50 m de long environ pour le second. L'emplacement de ces merlons antibruit figure sur la carte de localisation jointe en annexe n° 11.

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite au moins annuellement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

14.2. - Vibrations

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1985 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 15 : Transport des matériaux :

La société Drôme Granulats doit informer tous les véhicules utilisant la carrière de l'obligation d'emprunter le même et unique trajet pour rejoindre la RN 92 :

- chemin d'exploitation (ex sortie CATRAP)
- pont et déviation des Buissières
- giratoire de St Vérant
- rue Denis Papin – giratoire RN92/Leclerc.

Ce trajet est reporté sur le plan joint en annexe n° 10.

TITRE VII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES :

Article 16 : Garanties financières :

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n° 1 jointe au présent arrêté, et simultanément à la déclaration de poursuite d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

Article 17 : Modification :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 18 : Accident ou incident :

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement devra être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

Article 19 : Contrôles et analyses :

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 20 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 21 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE.

Pour l'exploitant le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5. ci-dessus.

Article 22 : Publication :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie de SAINT PAUL LES ROMANS pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture de la Drôme, le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Madame la Secrétaire Générale du Département de la Drôme, monsieur le maire de SAINT PAUL LES ROMANS et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Rhône-Alpes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement ;
- au directeur départemental de l'équipement ;
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;
- au directeur régional des affaires culturelles.

Fait à VALENCE, le 4 MARS 2008

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Marie-Paulo BARDECHE

Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

ANNEXE N° 1

ANNEXE à l'Arrêté Préfectoral N° 08-1157 du 4 MARS 2008
relative aux GARANTIES FINANCIÈRES

**Carrière de la société BRCM à SAINT PAUL LES ROMANS
lieu-dit « Le Sablon »**

1. Périodicité

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état, en annexes n° 8 et 9, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

2. Montant

Le montant des garanties financières permettant la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

Période 1 : 2008 - 2013 164 665 €

Période 2 : 2013 - 2017 159 493 €

Indice TP01 utilisé : 562,30

3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 01/02/1996 et porte sur la durée minimum de 5 ans. Celle-ci peut exceptionnellement être réduite pour la dernière phase, en rapport avec l'échéance d'autorisation.

4. Aménagement préliminaire et notification de la constitution des garanties financières

L'exploitant doit avant le début de l'extraction avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1^{er} Février 1996.

5. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet et à la DRIRE le document établissant le renouvellement des garanties financières pour les montants correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

6. Arrêt de l'exploitation

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, avec un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos)
- le plan de remise en état définitif
- un mémoire sur l'état du site.


Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

Avec :

C_R : montant de référence des garanties financières.

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

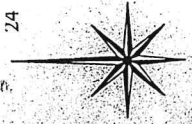
TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extrait est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Bardeche
Marie-Paule BARDECHE



BRCM
Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)

PLAN PARCELLAIRE

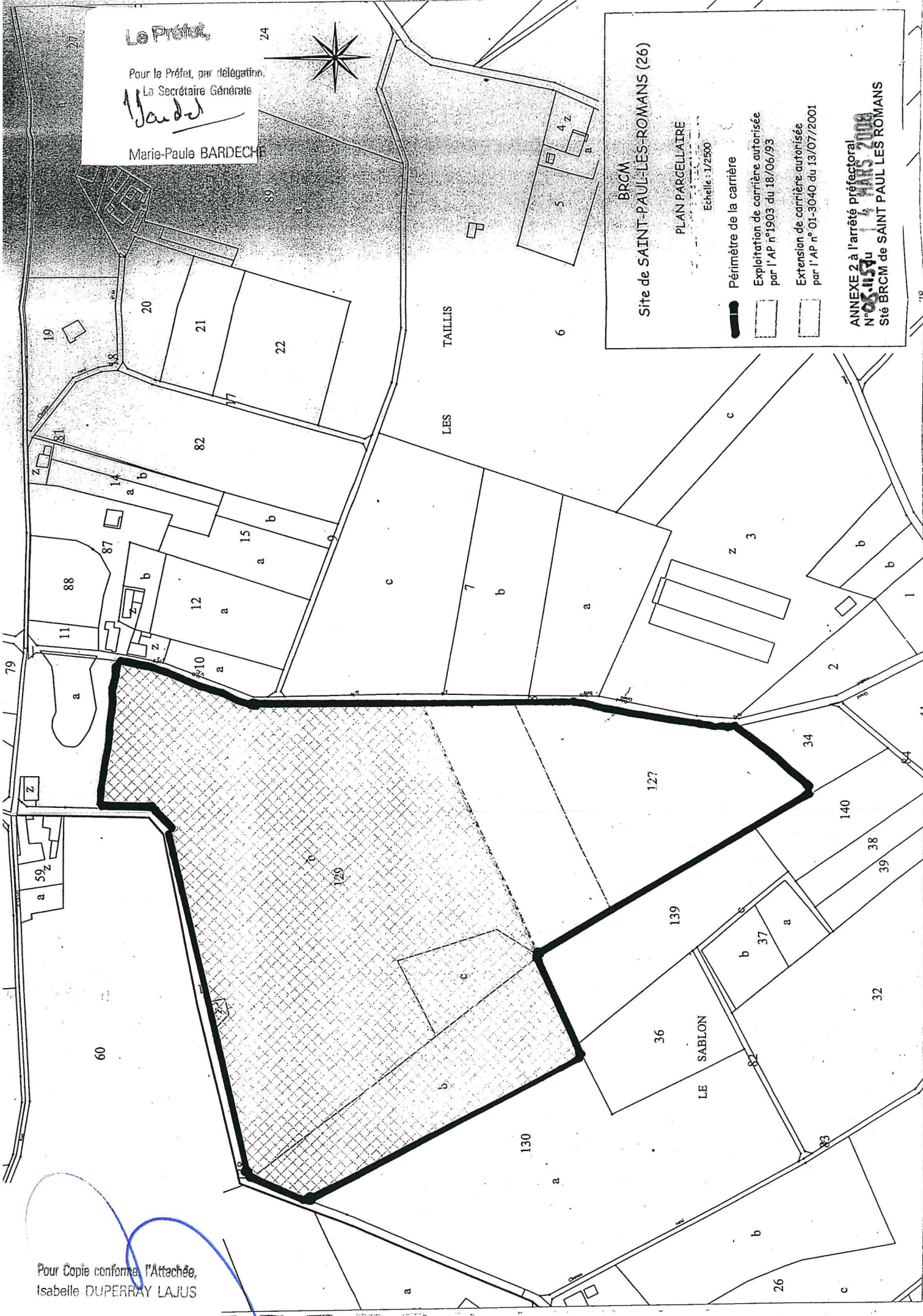
Echelle : 1/2500

■ Périmètre de la carrière

▭ Exploitation de carrière autorisée
par l'AP n°1903 du 18/06/93

▭ Extension de carrière autorisée
par l'AP n° 01-3040 du 13/07/2001

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral
N° 05-1574 du 14 MARS 2008
Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS



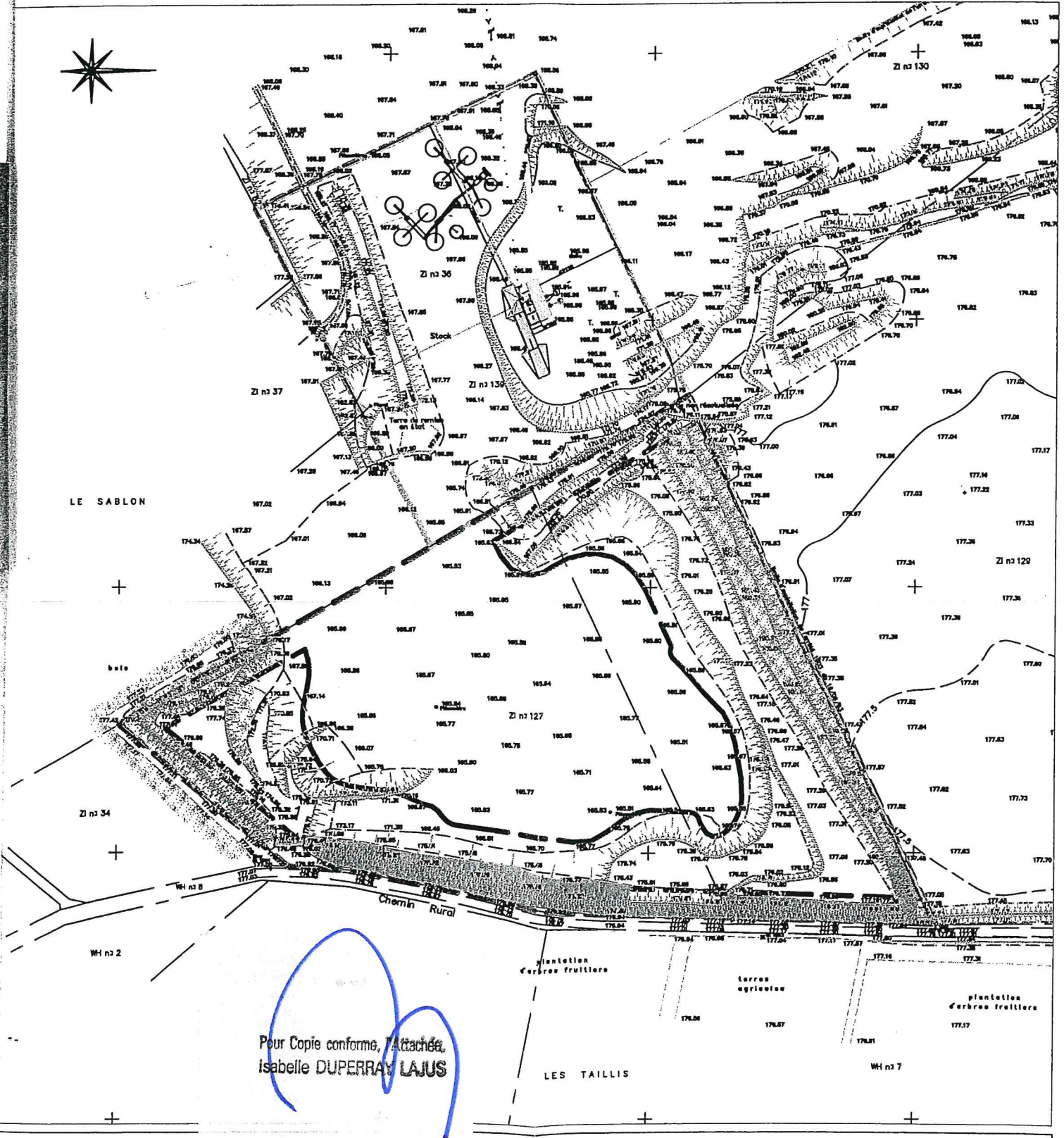
Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

Le Préfet,
Par le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Bardeche

Marie-Paule BARDECHE

EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION



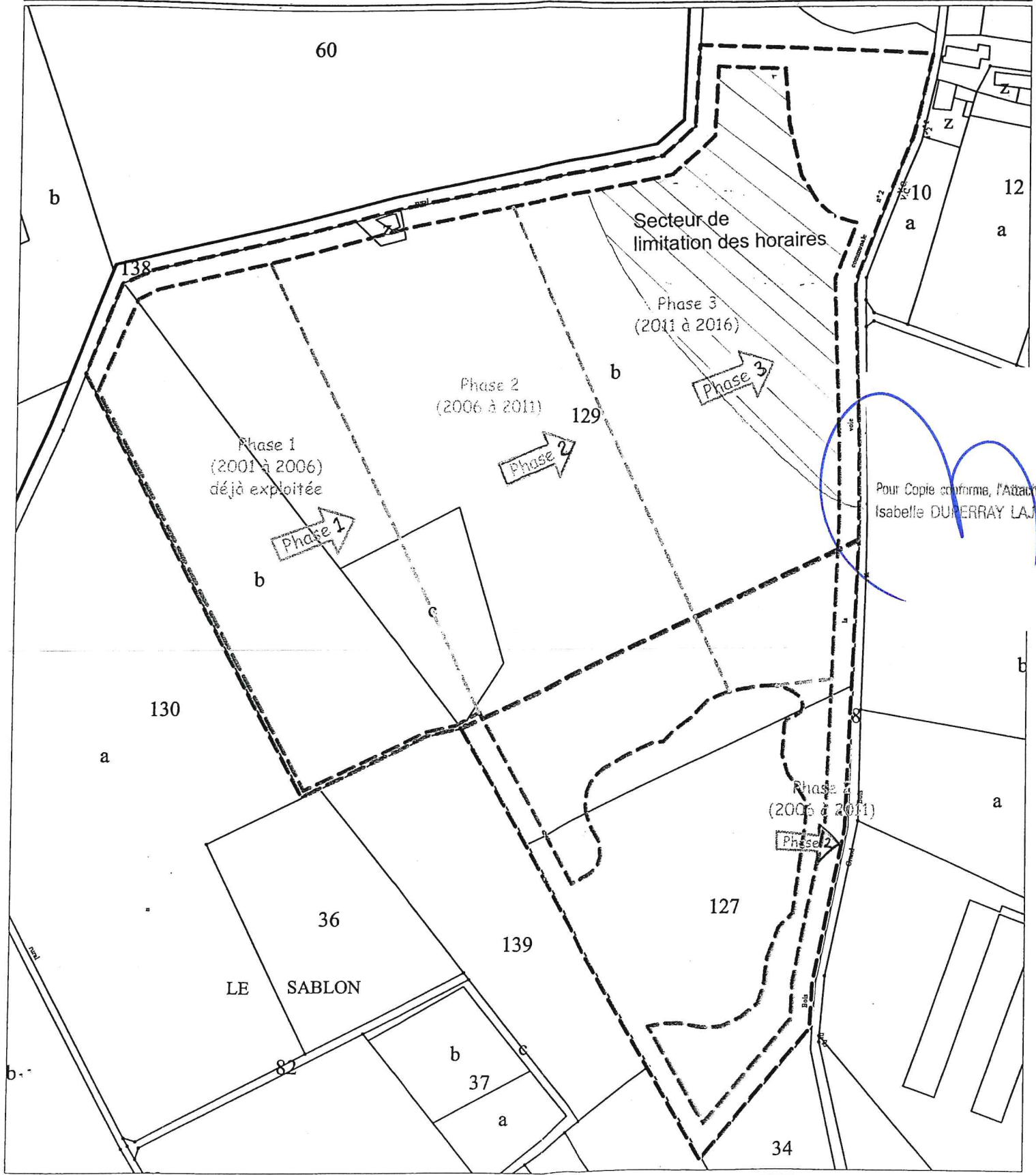
Pour Copie conforme, Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

Limites de la plate-forme technique

Pour le Préfet par délégation,
Le Préfet
Le Secrétaire Générale

PLAN DE PHASAGE GENERAL

Marie-Paule BARDECHE
Marie-Paule BARDECHE



Pour Copie conforme, l'Attache,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

--- Limites d'exploitation [→] Phases et sens de progression de l'exploitation

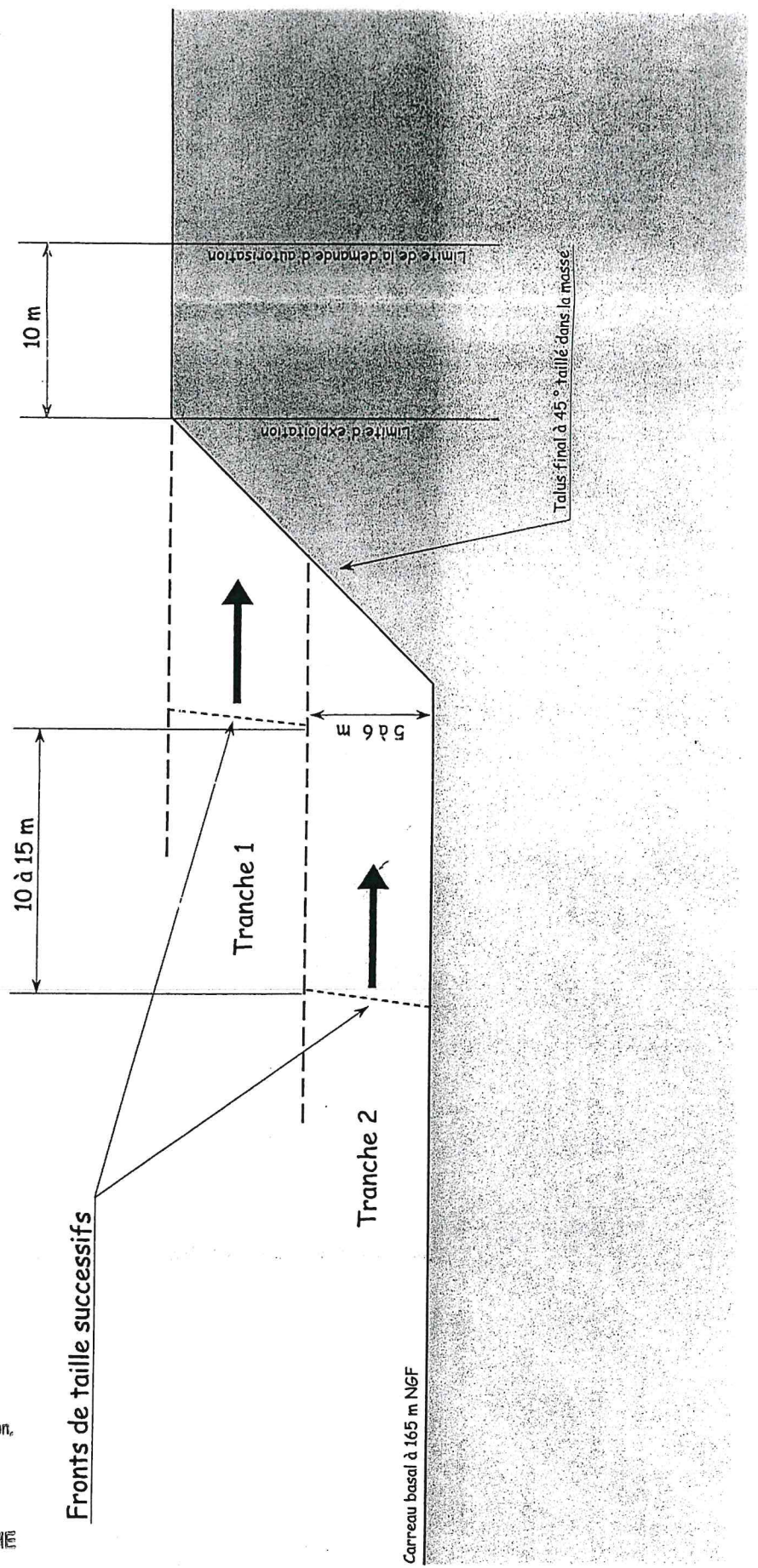
ANNEXE 5 à l'arrêté préfectoral
N° 08.1157 du 11 JANV 2008
Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS

BRCM
Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)
**SCHEMA DE PRINCIPE D'EXPLOITATION
PAR TRANCHES DESCENDANTES**

C.E.M.

Pour Copie conforme, l'Attachée
Isabelle DUPERRAY LAJUS

Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Générale
Marie-Paule Bardeche
Marie-Paule BARDECHE



Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Générale

Mario-Paul BARDECHE

60

a 59_Z

11

88

S2

z

10

12

a

a

b

129

c

b

c

130

a

b

a

36

139

S3

127

S4

LE SABLON

8

a

BRCM

Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)

PLAN D'IMPLANTATION
DES PIEZOMETRES

Echelle : 1/2500

ANNEXE 7 à l'arrêté préfectoral
N° 08.1151 du 14 MARS 2008
Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS



Emplacement et référence des piézomètres

Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

140

38

84

LE

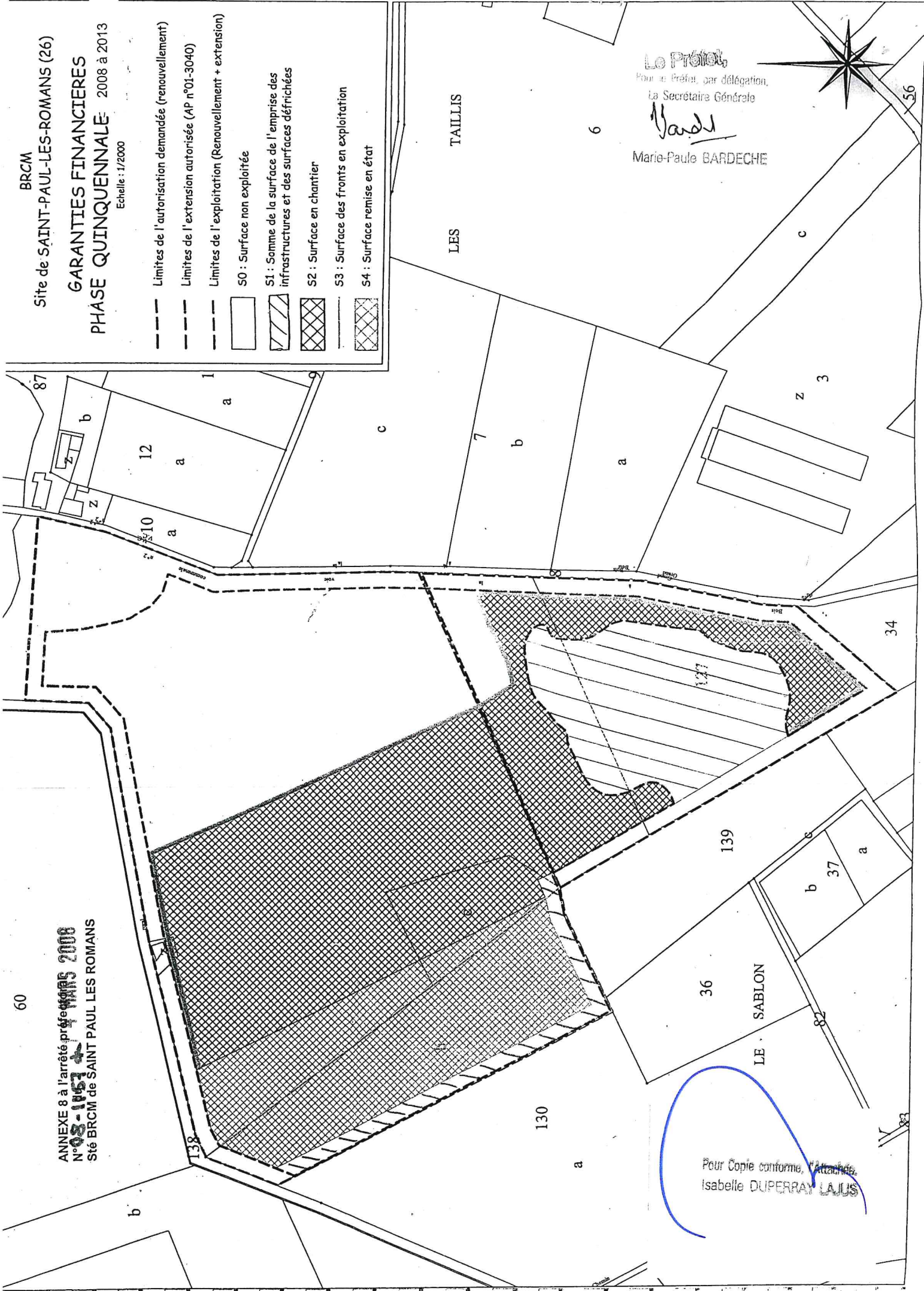
40

60

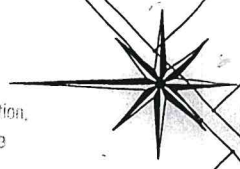
ANNEXE 8 à l'arrêté préfectoral du 14 MARS 2008
N° 08-1957
Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS

BRCM
Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)
GARANTIES FINANCIERES
PHASE QUINQUENNALE 2008 à 2013
Echelle : 1/2000

- Limites de l'autorisation demandée (renouvellement)
- Limites de l'extension autorisée (AP n°01-3040)
- Limites de l'exploitation (Renouvellement + extension)
- S0 : Surface non exploitée
- ▨ S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▩ S2 : Surface en chantier
- ▧ S3 : Surface des fronts en exploitation
- ▦ S4 : Surface remise en état



Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale
Bardeche
Marie-Paule BARDECHE



Pour Copie conforme, l'attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

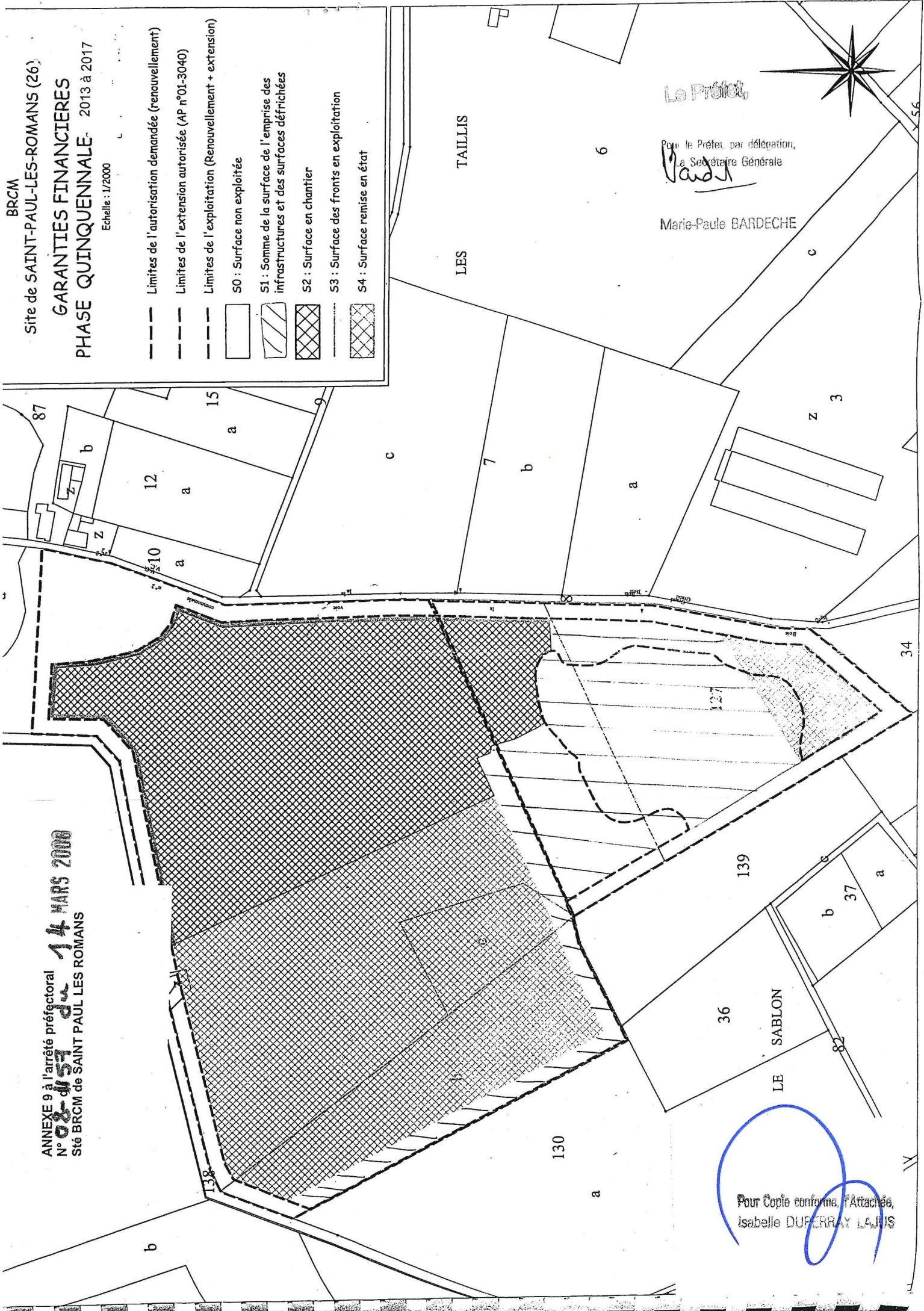
BRCM

Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)

GARANTIES FINANCIERES PHASE QUINQUENNALE 2013 à 2017

Echelle : 1/2000

- Limites de l'autorisation demandée (renouvellement)
- Limites de l'extension autorisée (AP n°01-3040)
- Limites de l'exploitation (Renouvellement + extension)
- S0 : Surface non exploitée
- ▨ S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▩ S2 : Surface en chantier
- ▧ S3 : Surface des fronts en exploitation
- ▦ S4 : Surface remise en état



Le Préfet,

Pour le Préfet par délégation,
la Secrétaire Générale

Marie-Paule BARDECHE

ANNEXE 9 à l'arrêté préfectoral
N° 02-0151 du 14 MARS 2000
Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS

Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUFERRAY LAJUIS

TRAJET DES CAMIONS

ANNEXE 10A L'ARRETE PREFECTORAL N°08-1157 DU 14 MARS 2008

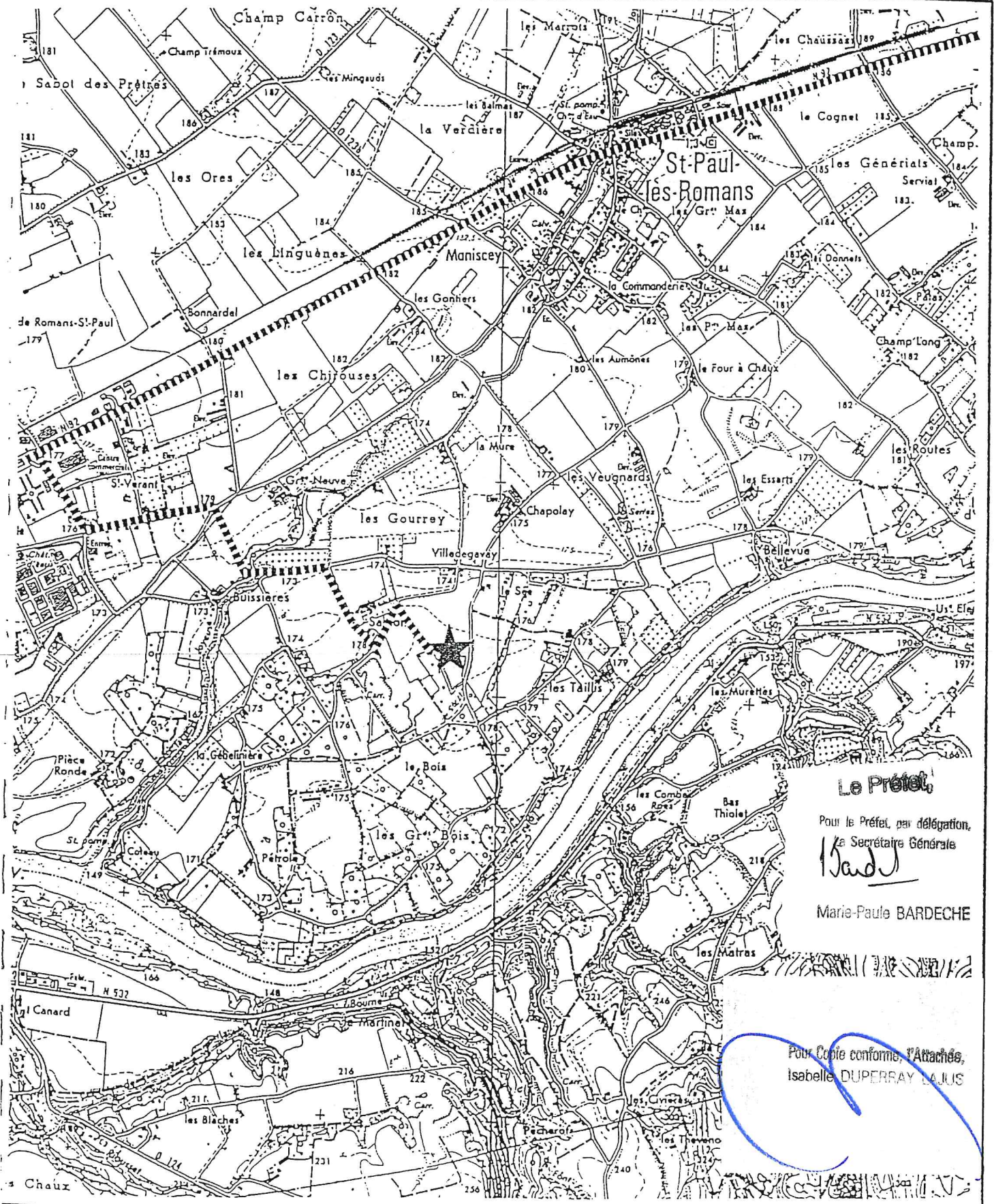


Le site

Trajet des camions

Carrière - St^e Trôme Granulats - St Paul des Romans

Echelle : 1 / 25 000e



Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Bardeche
Marie-Paule BARDECHE

Pour Copie conforme, l'Attachée,
Isabelle DUPERRAY LAJUS

ANNEXE 11 à l'arrêté préfectoral
 N° 08-1157 du 14 MARS 2008
 Sté BRCM de SAINT PAUL LES ROMANS



Lu et approuvé, à Saint Paul Les Romans

M. POUZIN

[Signature]

Le 30 octobre 2007

Lu et approuvé, à Saint Paul Les Romans

La société BRCM

lu et approuvé

[Signature]

Le 30 octobre 2007

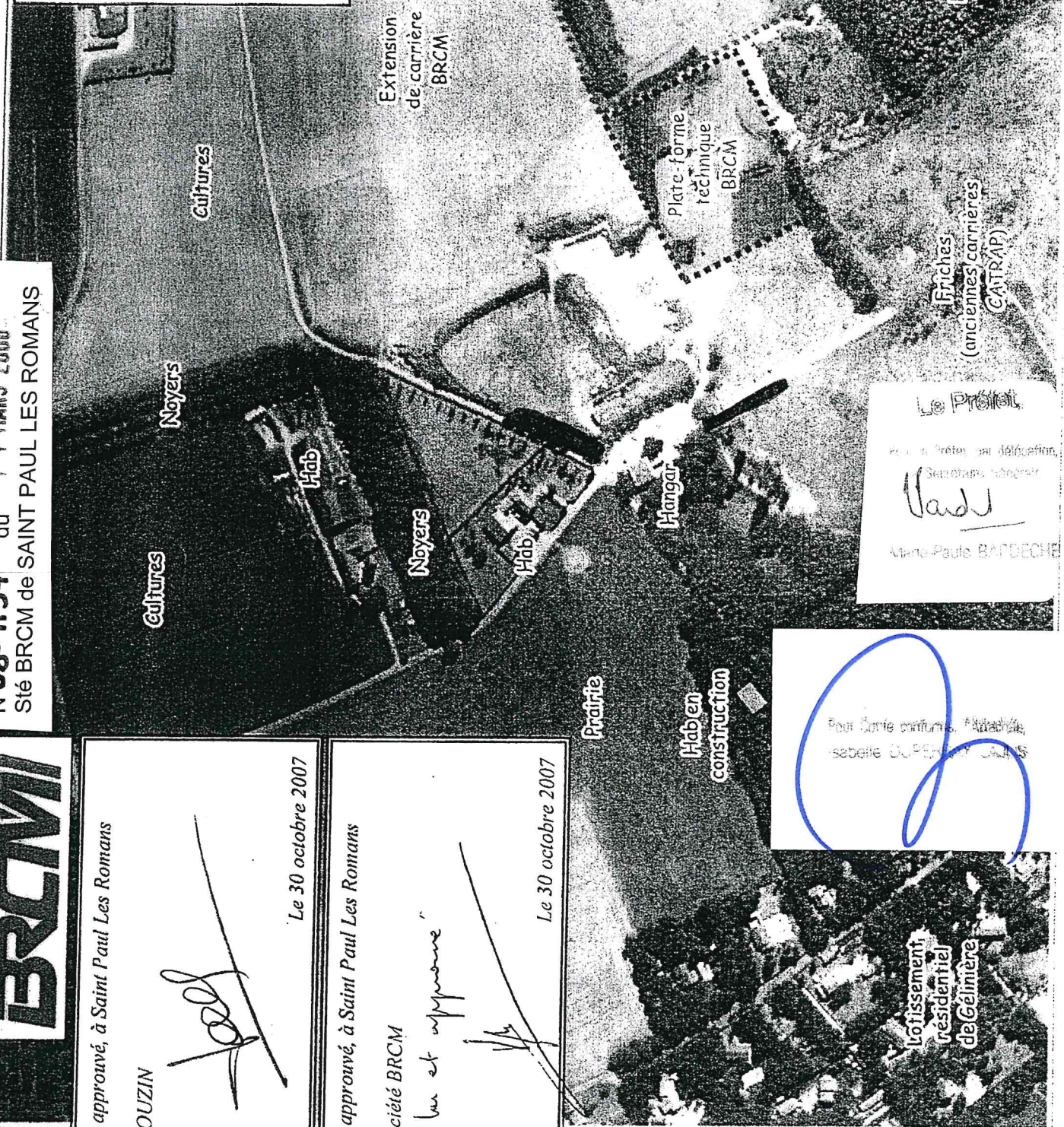
BRCM
 Site de SAINT-PAUL-LES-ROMANS (26)

**CARTE DE LOCALISATION
 DES MERLONS ANTERIEUR**

Echelle : 1/4 000

- Emplacement du projet
- Emplacement de la plate-forme technique
- Emplacement des merlons antibrûit

C.E.M.



Le Prélat
 Maire de Prélat, en délégation,
 Sébastien SANCER
[Signature]
 Mairie-Paul BARDECHE

[Signature]
 Pour copie conforme, M. Adachi,
 sabette DUPEYRON-CHAUSS